



Luxembourg, le 6 décembre 2022

Monsieur le
Ministre de l'Agriculture et du Développement Rural
Claude Haagen

Madame la Ministre
de l'Environnement, Climat,
et du Développement Durable
Joëlle Welfring

Madame la Ministre de la Santé
Paulette Lenert

Aux président.es des commissions parlementaires:
Mme. Tess Burton (agriculture),
Mr. François Benoy (Environnement),
Mr. Mars di Bartolomeo (santé)

Cher Monsieur le ministre,
Chères Mesdames les ministres,
Cher·es président·es des commissions parlementaires,

nous vous adressons une demande urgente au sujet de la proposition de la Commission européenne pour un règlement sur l'utilisation durable des produits phytopharmaceutiques (*Sustainable Use of Plant Protection Products Regulation, SUR*). Cette proposition s'inscrit dans le cadre des stratégies européennes « Pacte vert » (*Green Deal*) et « De la ferme à la table » (*From Farm to Fork*) ainsi que de la loi sur la restauration de la nature. Elle constitue une première étape dans la réduction de l'utilisation des pesticides, qui nuisent gravement à notre santé, à la qualité de l'eau et à la biodiversité.

Les attaques continues contre ce texte législatif important menacent de réduire à néant le travail de longue haleine de la Commission, du Conseil et des nombreuses organisations qui ont préparé et commenté ce règlement. Les intérêts particuliers de l'industrie agroalimentaire tentent de diluer la SUR et de retarder son adoption.

Suite à la demande de rétractation de ce règlement, et alors qu'un groupe d'États membres prévoit de solliciter une analyse supplémentaire à la Commission pour l'étude d'impact, nous exprimons nos préoccupations quant aux conséquences d'un tel retard dans l'adoption de la réglementation : il est en effet probable que le processus d'adoption ne soit pas finalisé avant la fin du mandat de cette Commission en 2024.²

Nous appelons donc le gouvernement luxembourgeois à demander une adoption rapide de la SUR. Ce texte législatif est essentiel pour la mise en œuvre des stratégies « De la ferme à la table » et « biodiversité », ainsi que le plan d'action « pollution zéro », et il est la clé pour atteindre les objectifs du Pacte vert (*Green Deal*), un plan que le Luxembourg a explicitement salué. Il s'agit d'une première étape dans la réduction urgente de l'utilisation des pesticides.

Il n'est pas nécessaire de procéder à une analyse supplémentaire des incidences, puisque l'étude d'impact a déjà été approuvée par le *Regulatory Scrutiny Board*. Le fait qu'elle ait été réalisée avant l'invasion de l'Ukraine par la Russie n'a aucune incidence sur sa validité. En outre, l'adoption de la SUR par le législateur puis son entrée en vigueur n'interviendrait pas avant fin 2023 et 2024 respectivement, et ce même si les négociations commençaient immédiatement. Par conséquent, les effets de cette législation n'auraient aucune conséquence sur la crise actuelle due à la guerre en Ukraine.

La sécurité alimentaire de l'Union européenne n'est pas menacée par le conflit en question. Ce qui menace réellement la sécurité alimentaire mondiale, c'est le modèle actuel de production agricole intensive qui détruit les ressources naturelles de base pour la production alimentaire — les sols et la biodiversité. Comme l'ont souligné des groupes de la société civile³ et plus de 660 scientifiques et autres spécialistes des systèmes alimentaires⁴, le report et la dilution des mesures environnementales, telles que les objectifs de réduction des pesticides proposés dans le cadre de l'initiative SUR, ne feraient que nous éloigner de la garantie d'une production alimentaire à long terme et de la résilience face à des menaces telles que le réchauffement climatique et la crise de la biodiversité. L'utilisation massive de pesticides de synthèse a déjà un impact très négatif sur la santé humaine⁵ ainsi que sur la biodiversité, notamment les pollinisateurs⁶, la qualité de l'eau et des sols — en d'autres termes, sur la base de notre production alimentaire.

Le nombre croissant d'agriculteurs et agricultrices qui passent à un modèle agricole respectueux de l'environnement suivent les recommandations scientifiques : une production alimentaire sans pesticides permet d'améliorer la santé au lieu de la détériorer, d'accroître la fertilité des sols et de restaurer la biodiversité. En s'éloignant de notre modèle toxique de production alimentaire, la résilience économique des agriculteur·ices serait accrue, grâce à l'acquisition d'une indépendance vis-à-vis de l'industrie agroalimentaire.

Un retard, voire une non-adoption de la SUR, ignorerait non seulement les recommandations scientifiques, mais aussi les millions de signatures de l'initiative citoyenne européenne « Save Bees & Farmers ». Ce retard, de plus, ne manquerait pas d'aliéner les citoyen·nes européens pour qui le risque des pesticides est clairement une grande préoccupation. Au-delà de la question qui nous occupe, l'absence d'action efficace saperait également leur confiance dans les institutions européennes et nationales.

Au lieu de s'opposer fondamentalement à la proposition, il convient de discuter de son contenu. Nous soulignons en particulier l'importance de mettre en œuvre une véritable lutte intégrée contre les parasites (la Lutte intégrée ou *integrated pest management, IPM*), fondée sur des mesures préventives, des rotations de cultures plus longues, la diversification des cultures, l'utilisation de cultivars résistants, la surveillance et les contrôles biologiques. La SUR doit veiller à ce que la Lutte intégrée soit mise en œuvre à grande échelle, car si elle est obligatoire depuis 2014, son application effective dans les exploitations agricoles européennes n'est toujours pas la norme. Une implémentation plus large et efficace conduirait à une réduction significative de l'utilisation des pesticides, remplissant ainsi une grande partie des obligations des États membres en vertu de la SUR, tout en préservant et en améliorant la nature au niveau de l'exploitation.

Nous vous demandons donc instamment de vous opposer à une analyse supplémentaire et donc à un retard de la SUR au niveau européen. Les responsables doivent se montrer à la hauteur de l'enjeu et écouter à la fois la science indépendante et les citoyen·nes de l'UE qui ont exprimé leur inquiétude quant à l'utilisation des pesticides dans le baromètre européen via l'Initiative citoyenne européenne *Save Bees and Farmers* (www.savebeesandfarmers.eu).

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos sentiments distingués,



Blanche Weber
Présidente Mouvement Écologique



Raymond Aendekerck
Directeur Greenpeace Luxembourg

¹https://food.ec.europa.eu/system/files/2022-06/pesticides_sud_eval_2022_reg_2022-305_en.pdf

² Politico, 17.11.2022, EU governments slap down 'too ambitious' Green Deal pesticide bill.

³ <https://ceb.org/wp-content/uploads/2022/03/2022-03-21-Publication-of-the-revision-of-the-legislation-on-the-sustainable-use-of-pesticides.pdf>.

⁴ <https://zenodo.org/record/6366132#.Y1pSfS8ithD>.

⁵ <https://presse.inserm.fr/en/inserm-publishes-its-latest-collective-expert-review-on-the-health-effects-of-pesticides/43303/>.

⁶ UN General Assembly: Report of the Special Rapporteur on the right to food, 24.01.2017, A/HRC/34/48.

⁷ <https://www.euractiv.com/section/agriculture-food/news/citizens-initiative-to-phase-out-synthetic-pesticides-placed-on-eu-agenda/>.